

## FRANCE - Vers une cantine sans OGM à Laon ?

avril 2010, par [Christophe NOISETTE](#)

A Laon (Aisne), le 19 mars 2010, Brigitte Fournié-Turquin, conseillère Europe écologie, a proposé au Conseil municipal de voter un arrêté qui interdirait l'introduction de produits issus d'OGM dans les restaurants scolaires, et la culture en plein champ des PGM pour l'année en cours sur la commune. Le maire, Antoine Lefèvre, a rejeté le projet d'arrêté « qui, de toute façon, ne [passera] pas le contrôle de légalité ». « L'autorisation d'essais ou de cultures est de la compétence du préfet. Pour autant, je ne nie pas les dangers éventuels de ce type de culture », a-t-il précisé. Eric Delhay, adjoint chargé de l'environnement et du développement durable, et par ailleurs président délégué de CAP21, membre du bureau national du Modem, renchérit : « les OGM sont un domaine de compétence exclusive du ministre de l'Agriculture qui ne tolère l'intervention des collectivités qu'en cas de péril imminent, ce qui suppose une culture programmée et imminente d'OGM : nous n'en sommes pas là ». Concernant la cantine, l'élu indique : avec Nicole Girard, adjointe aux affaires scolaires, « nous travaillons à garantir une alimentation sans OGM en insérant des clauses dans le cahier des charges des fournisseurs », ajoutant vouloir privilégier l'efficacité au symbole. Au final, la conseillère Brigitte Fournié Turquin a donc précisé qu'elle resterait vigilante sur ces clauses.

Du côté des militants, c'est la douche froide. Ainsi, Patrick Duflot, membre du collectif anti-OGM, interrogé par le journal L'Union, précise : « Nous sommes un peu consternés par la réaction d'Éric Delhay, alors que lui-même semblait désolé par l'autorisation de culture OGM par la commission Barroso. [...] Lorsqu'il indique : "Le péril imminent, nous n'en sommes pas là". Une curieuse logique que d'entendre l'imminence d'un péril pour réagir ! Pendant ce temps, les semenciers fourbissent leurs graines. Terminés les beaux discours, on rentre dans le rang, les actes ne suivent pas les belles paroles ». Le militant conclut : « On dit pourtant que gouverner c'est prévoir, anticiper ; que mieux prévenir vaut mieux que guérir »...

P.-S.

L'Union, 5 mars, 20 mars et 3 avril 2010